



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CYCLIA

zone industrielle les Perchées
37320 Truyes

Références : 2026/113
Code AIOT : 0010008416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement CYCLIA implanté zone industrielle les Perchées 37320 Truyes. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le vendredi 20 février 2026 vers 4h07, un incendie s'est déclaré sur un convoyeur d'une machine servant à densifier les déchets plastiques légers situé dans un bâtiment de la société CYCLIA. Cette visite d'inspection réactive est réalisée suite à cet incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CYCLIA
- zone industrielle les Perchées 37320 Truyes

- Code AIOT : 0010008416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise emploie 12 salariés permanents. La société CYCLIA est une filiale de la société VEOLIA depuis 2022.

La SARL CYCLIA réceptionne, trie et broie des déchets plastiques (en polypropylène, en polyéthylène, en PVC...). Elle transforme les déchets plastiques durs en matières recyclées. Les équipements intégrés dans l'établissement sont :

- 8 lignes de broyage à sec
- 1 ligne de densification
- 1 bac de flottaison
- 2 trieurs optiques
- 1 overband + courant de Foucault
- 1 dépoussiéreur avec filtres de décolmatage

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

2791-1 - Installation de traitement de déchets non dangereux - La quantité de déchets non dangereux traités est de 31 t/j ;

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

2714-1 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 8390 m³.

2662-2 - stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Stockage des matières recyclées (après broyage) pour un volume susceptible d'être présent de 2720 m³.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Transmission du rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	susceptibles d'être polluées	29/01/2019, article 4.3.9	l'exploitant, Demande d'action corrective	
7	Gestion des déchets générés	Arrêté Préfectoral du 01/01/2000, article 5.1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Dispositions concernant l'installation en cause	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
9	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident	Autre du 01/01/2000, article sans objet	Sans objet
2	Déclaration de l'accident/incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa	Sans objet
4	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'extinction incendie		
6	Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.3	Sans objet
13	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous. Néanmoins, au regard de ce que l'inspection a constaté et notamment, d'une part, de l'absence de détection automatique de départ incendie et de transmission automatique des alertes sur les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables et d'autre part, de l'absence de mise en place de ronde au sein de l'établissement à la fermeture et 2h après l'arrivée du dernier déchet, l'inspection a proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2000, article sans objet
Thème(s) : Risques accidentels, Description de l'évènement
Prescription contrôlée : sans objet
Constats : Pdc (Point de Contrôle) n° 1 : Prendre en compte le Retour d'expérience de cet incident et prendre les mesures nécessaires afin d'éviter que cela se reproduise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration de l'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a été prévenue par les services de la Préfecture d'Indre-et-Loire vers 9h le vendredi 20 février 2026. Après contact, l'exploitant a initié une télédéclaration le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939.</p> <p>Pdc n°2 : Pas de non-respect constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Transmission du rapport d'accident/incident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de cette visite, l'inspection a demandé un rapport à l'exploitant via la Plateforme GUN. Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p> <p>Pdc n° 3 : L'exploitant n'a pas transmis un rapport d'accident détaillé précisant les causes ainsi</p>

que les mesures correctives mises ou à mettre en place, sous un délai adapté à la complexité des expertises nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont recueillies avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Les vannes d'obturations nécessaires au confinement service doivent pouvoir être actionnées en toute circonstance.
Constats : La rapidité d'alerte et d'intervention des pompiers ont considérablement limité le volume d'eau utilisé. Ainsi, l'inspection a constaté que la plupart des eaux d'extinction ont été récupérées dans un bac de la trémie de la vis sans fin et que les eaux répandues sur le sol du bâtiment ont été récupérées par l'application d'un absorbant. Les eaux d'extinctions représentent environ moins de 1 m ³ . L'absorbant réparti sur le sol a été placé dans un GRV représentant environ 30 kg. La mise sous rétention du site n'a pas été réalisée considérant que les eaux d'extinctions n'ont pas eu le temps de rejoindre le réseau d'eaux pluviales du site.
Pdc n°4 : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Absence de rétention, fuite rétention, sol non étanche...
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de

traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les pompiers avaient utilisé, à leur connaissance, uniquement de l'eau sans additif de leur camion.

L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction ainsi récupérées seront pompées et éliminées vers un prestataire dûment autorisé.

Pdc n° 5 : L'exploitant transmet les justificatifs (BSD, facture,...) d'enlèvement des eaux susceptibles d'être polluées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Moyens d'intervention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment une réserve d'eau constituée d'au minimum de 240 m³.

L'exploitant doit s'assurer que la réserve incendie soit accessible en permanence aux services de secours et réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau, à savoir :

- être en mesure de fournir en toutes saisons pendant 2 h les 240 m³ nécessaires à la défense de ce risque (120 m³/h en complément de la défense extérieure contre l'incendie existante),
- être située à une distance maximale de 100 m par les voies praticables par rapport aux bâtiments,
- avoir une hauteur géométrique d'aspiration de 6 m maximum dans les conditions les plus défavorables, - être signalée par un panneau « Réserve incendie » à son accès et au niveau de l'aire de mise en aspiration (dans le cas d'une réserve artificielle, le volume devra être indiqué),
- être toujours accessible à l'engin-pompe par une voie stabilisée (16 t) et disposer d'une aire de mise en aspiration de 32 m² (8 m x 4 m). Tout système de fermeture devra être équipé d'un dispositif déverrouillable par la polycoise des sapeurs pompiers (triangle 15X15X15).

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (à minima semestrielle) de la disponibilité des débits.

Constats :

<p>D'après l'exploitant et la première analyse de l'incident, les premières flammes apparaissent vers 4h07 sur la caméra vidéo. L'embauche du personnel vers 4h15 a permis une alerte et une intervention rapide des pompiers qui sont intervenus vers 4h30.</p> <p>D'après l'exploitant, les pompiers n'ont pas utilisé l'eau de la réserve incendie, mais l'eau interne de leur citerne, après avoir utilisé 2 extincteurs au préalable.</p> <p>Pdc n° 6 : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des déchets générés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2000, article 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets générés lors du sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les déchets générés par l'incendie représentent environ 50 kg (absorbant et matières calcinées). Une partie des déchets est stockée dans un bac de type GRV et la partie matière était en encore sur le convoyeur.</p> <p>L'inspection a indiqué que ces différentes matières devaient être éliminées comme déchets. L'exploitant devra justifier de leur exutoire vers une filière dûment autorisée.</p> <p>Pdc n° 7 : L'exploitant oriente les déchets générés de l'incendie vers une filière dûment autorisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Dispositions concernant l'installation en cause

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Causes et dispositions prises

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après une première analyse rapide de l'incident, il apparaît que de la matière (moquette d'isolation de voitures) serait restée sur le convoyeur de la « Densifieuse » (Machine permettant de broyer puis chauffer la matière plastique légère « film,... » ou autre en un bloc compact, pour pouvoir être broyé en granulats par la suite).</p> <p>Cette matière se serait enflammée pour une raison actuellement encore inconnue (À déterminer) juste en dessous du système d'aspiration.</p> <p>L'absence de procédure pour les phases de démarrages, de fonctionnement et d'arrêts de la « Densifieuse » n'a pas permis à un opérateur de s'assurer de la mise en sécurité complète du process.</p> <p>Pdc n° 8 : La société CYCLIA n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Détection et surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone</p>

considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté 2 devis (n° D-25-ICN1-01811 et n° D-25-ICN1-01794) pour l'installation d'une détection incendie dans les bâtiments d'exploitation du site. Ces devis ont été établis le 15 septembre 2025 par la société INEO.

Cependant, à ce jour, aucune détection automatique de départ d'incendie et aucune transmission automatique des alertes ne sont installées sur le site.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que cette détection était obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2026 et qu'elle concernait toutes les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables, c'est-à-dire aussi bien à l'intérieur des bâtiments que pour les aires de stockages situées à l'extérieur. Cette détection doit pouvoir être audible et transmettre l'alerte automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant. Les devis présentés ne sont pas explicites concernant de cette dernière exigence.

Pdc n° 9 : La société CYCLIA ne dispose pas d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
Constats : La société CYCLIA a indiqué ne pas avoir organisé une ronde dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables à la fermeture du site et 2 heures après l'arrivée des derniers déchets. Sur l'exploitation, il n'existe aucune consigne concernant l'organisation des rondes. Pdc n° 10 : La société CYCLIA ne réalise pas de ronde à la fermeture du site et 2 h après l'arrivée des derniers déchets et ne dispose pas de consignes sur l'organisation de celle-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie (PDI). Après analyse de celui-ci, l'inspection constate que celui-ci n'est pas finalisé. Voici les éléments qui font défaut ou doivent être améliorés : - Sur le PDI , il manque la date de mise à jour de ce dernier ; - Le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie doit être plus clair et synthétisé ; - Compléter le PDI en intégrant un plan contenant : <ul style="list-style-type: none"> • les poteaux incendie, RIA, trappes de désenfumage, zones de stationnements, • stockage des produits dangereux (nature, volume et symbole de danger), • vanne de barrage, • réserve incendie. Cette première analyse n'est pas exhaustive et doit être complétée par tous les éléments que l'exploitant juge nécessaire de renseigner. Pdc n° 11 : Le plan de défense contre l'incendie de la société CYCLIA n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée :

<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé plusieurs exercices incendie sur le site. Les 2 derniers ont été réalisés, d'après l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 20/02/2025 exercice d'évacuation du personnel (exercice consigné sur le registre de sécurité) ; - le 15/06/2025 exercice avec 30 pompiers locaux pour une reconnaissance du site et réaction face à la perte de connaissance de 2 personnels sur le site. <p>Cependant, Il n'existe aucun compte rendu de ceux-ci.</p> <p>Pdc n° 12 : La société CYCLIA n'établit pas de compte-rendu des exercices de défense contre l'incendie effectués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 13 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un accès aux serveurs du siège de la société VEOLIA lui permettant d'accéder en tout temps à son état des stocks en temps réels par tout type d'appareil connecté (téléphone et ordinateur portable). L'inspection a vérifié son accès et l'état des stocks au jour de l'inspection.</p> <p>Pdc n° 13 : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite